

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48

Excusés : 23

Absents : 9

**REUNION DU 16 DECEMBRE 2024**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le LUNDI SEIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT  
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRI BERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.

**EXCUSES**

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,

**AYANT  
DONNE  
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérald, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,

**ABSENTS**

Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSSEUF Mélissa.

**SECRETAIRE  
DE SEANCE**

M. Olivier GUYON

**DELIBERATION N°172 - URBANISME - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°10 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA  
COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE – DEFINITION DES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Mme Virginie de CARVALHO,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-5,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-45 et suivants, et R.104-35,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la république et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU),

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

**Vu** la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, dite « loi ASAP »,

**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

**Vu** le PLU de Tremblay-en-France approuvé par délibération n°11-101 du conseil municipal le 30 mai 2011,

**Vu** la modification n°1 approuvée par délibération n°13-148 du conseil municipal le 19 septembre 2013,

**Vu** la modification simplifiée n°1 approuvée par la délibération n°2014-232 du conseil municipal le 18 septembre 2014, les modifications simplifiées n°2 et n°3 par les délibérations n°2015-137 et n°2015-138 du conseil municipal le 25 juin 2015, les modifications simplifiées n°4 et n°5 approuvées par les délibérations n°22 et n°23bis du conseil de territoire le 20 mars 2017, la modification simplifiée n°6 approuvée par délibération n°94 du conseil de territoire le 3 juillet 2017, la modification simplifiée n°7 approuvée par délibération n°13 du conseil de territoire le 9 avril 2018 et la modification simplifiée n°8 approuvée par délibération n°10 du conseil de territoire le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Déposé de réception en préfecture  
093-200058097-20241216-172-16-12-2024-DE  
Date de télétransmission : 31/12/2024  
Date de réception préfecture : 31/12/2024

**Vu** la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU approuvée par délibération n°118 du conseil de territoire le 3 octobre 2016,

**Vu** la mise en compatibilité à la suite du décret ministériel n°2017-186 du 14 février 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares du Bourget RER au Mesnil-Amelot, et correspondant à la ligne 17 Nord,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-0790 du 30 mars 2021 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France,

**Vu** la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2021-015 du conseil de territoire le 28 octobre 2021,

**Vu** la modification simplifiée n°9, approuvée par délibération n°15 du conseil de territoire le 26 février 2024,

**Vu** la modification n°2, approuvée par délibération n°40 du conseil de territoire le 8 avril 2024,

**Vu** la révision allégée n°1, approuvée par délibération n°83 du conseil de territoire le 26 juin 2024,

**Considérant** que le PLU de la commune de Tremblay-en-France a fait l'objet d'une modification n°2, approuvée par délibération du conseil de territoire en date du 8 avril 2024,

**Considérant** que cette modification visait à ajuster certaines dispositions réglementaires afin de :

- De prendre en compte le projet de la grange aux dîmes ;
- D'ajuster le zonage et les règles de la zone Uo afin notamment de permettre l'évolution des secteurs Gilbert Berger et Berlioz ;
- D'ajuster certaines règles de la zone Up afin de protéger davantage le tissu pavillonnaire ;
- De modifier les règles relatives aux réseaux et à la gestion des déchets ;
- D'ajuster les règles relatives aux CINASPIC ;
- De procéder à des ajustements réglementaires mineurs, notamment en zone Uc ;
- De clarifier le lexique du règlement ;
- De mettre à jour les informations relatives aux servitudes archéologiques.

**Considérant** que lors de la relecture du document modifié, il a été constaté la disparition d'une disposition relative aux hauteurs des équipements de services publics ou d'intérêt collectif dans l'article n°10 du règlement applicable aux zones UO.

**Considérant** que cette disposition stipulait que : « Ne sont pas réglementées les hauteurs des équipements de services publics ou d'intérêt collectif », et qu'elle constituait une règle applicable avant la modification approuvée en avril 2024.

**Considérant** que cette omission constitue une erreur matérielle résultant d'une inadvertance lors de la transcription des modifications au sein du règlement du PLU.

**Considérant** que cette disposition ne faisait pas partie des motifs de la modification n°2 du PLU de Tremblay-en-France.

**Considérant** que conformément à l'article L.153-45 du code de l'urbanisme, une modification simplifiée du PLU peut être engagée pour corriger des erreurs matérielles.

**Considérant** qu'il convient, dès lors, d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU de Tremblay-en-France afin de réintroduire cette disposition supprimée par erreur, sans remettre en cause les autres dispositions de la procédure n°2 approuvée en avril 2024.

**Considérant** la nécessité de mettre à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

**Considérant** que les modalités de cette mise à disposition seront rappelées au public au moins huit jours avant qu'elle ne débute.

#### **Après avoir délibéré,**

#### **■ Approuve les modalités de mise à disposition du public suivantes :**

- La mise à disposition du projet de modification simplifiée n°10 se déroulera du **13 janvier au 14 février 2025 inclus**.
- Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis des personnes publiques associées seront mis à disposition du public :
  - A l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
  - Au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
  - Sur un site internet dédié, relayé et accessible depuis les sites internet de la ville de Tremblay-en-France ([www.tremblay-en-france.fr](http://www.tremblay-en-france.fr)) et de l'EPT Paris Terres d'Envol ([www.paristerresdenvol.fr](http://www.paristerresdenvol.fr)).
- Un registre permettant à chacun de formuler ses observations sera mis à disposition du public :
  - En version papier, à l'accueil de la division urbanisme de la mairie de Tremblay-en-France, 18 boulevard de l'Hôtel de Ville - 93290 Tremblay-en-France, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
  - En version papier, au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture.
  - En version numérique, sur un site internet dédié relayé et accessible depuis les sites internet de la ville de Tremblay-en-France ([www.tremblay-en-france.fr](http://www.tremblay-en-france.fr)) et de l'EPT Paris Terres d'Envol ([www.paristerresdenvol.fr](http://www.paristerresdenvol.fr)).

Accusé de réception en préfecture  
093-200038697-20241216-172-16-2024-DE  
Date de télétransmission : 31/12/2024  
Date de réception préfecture : 31/12/2024

Chacun pourra également faire part de ses observations via l'adresse numérique [concertation.plu@paristde.fr](mailto:concertation.plu@paristde.fr) en précisant en objet « PLU Tremblay-en-France - modification simplifiée n°10 »

- Un avis précisant l'objet de la modification simplifiée n°10, les dates de mise à disposition ainsi que les modalités définies ci-dessus sera porté à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition :
  - Dans un journal diffusé dans le département.
  - Sur les sites internet de Tremblay-en-France et de l'EPT Paris Terres d'Envol.
  - Par voie d'affichage de l'avis à la mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** qu'à l'issue de cette mise à disposition, le bilan sera présenté devant le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol, qui en délibèrera et adoptera le projet de modification simplifiée n°10 éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.
- **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Tremblay-en-France et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

#### **Adopte à l'unanimité**

(70 voix pour, 1 abstention : Rachid Belouchat)

